

SEANCE DU 20 MAI 2014

Date de convocation : 16/05/2014 Nombre de conseillers : En exercice : 15 Présents : 14
Votants : 15

L'an deux mille quatorze, le vingt mai, à 20h30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, MOIRÉ (arrivée à 20h50), LEMARCHAND (arrivée à 20h50), PARIS, BOULASSIER, BULET, LEDREUX, BAILLEUL, BOURNONVILLE, BRAULT, HULAUD, LANGLAIS, MONTEMBault, QUERNEC.

Absents : Fabienne NOURRY ayant donné procuration de vote à Jérôme BOURNONVILLE

Secrétaire : Isabelle PARIS

Point N°3 - Vote des subventions aux associations : Etant donné la présence de membres du conseil ou de leur famille au sein d'associations communales et afin de ne pas fragiliser les décisions et les votes, M. Le Maire propose de reporter ce vote au prochain conseil lorsque la situation de chacun aura été clarifiée vis-à-vis des associations.

Le compte rendu du conseil municipal du 22 avril 2014 est approuvé.

N°2014-36 TRANSFERT DE COMPETENCES TRES HAUT DEBIT VERS LE VAL D'ILLE

Les collectivités bretonnes ont décidé de coordonner leur action pour la mise en œuvre d'un réseau de communications électroniques à très haut débit, avec pour ambition d'équiper l'ensemble de la Bretagne d'un réseau de fibre optique en 2030.

Les collectivités territoriales sont autorisées à établir et exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques. Les EPCI ont été retenus comme échelle territoriale de proximité garantissant la prise en compte des problématiques locales et la résolution de l'équation financière du déploiement de la fibre optique.

Dans ce contexte, les EPCI doivent bénéficier de la part de leurs communes membres d'un transfert de la compétence relative aux réseaux et services locaux de communications électroniques, afin de pouvoir s'engager financièrement dans le projet porté par le Syndicat mixte Mégalis.

La compétence relative aux réseaux et services locaux de communications électroniques concerne :

- l'établissement et la mise à disposition d'infrastructures passives comme la location de fourreaux.
- l'établissement et la mise à disposition de réseaux de communications électroniques comme la location de fibre optique.
- l'établissement et l'exploitation de réseaux de communications électroniques comme la location de bande passante.
- la fourniture de services aux utilisateurs finals comme la vente d'abonnement internet en cas d'insuffisance constatée des initiatives privées.

- Par délibération N°133/2014 le Conseil Communautaire du Val d'Ille à l'unanimité,

a décidé :

D'entamer le processus d'extension de compétence permettant de compléter, au titre d'une compétence dite supplémentaire ou facultative, les statuts de la Communauté de Communes comme suit :

- Réseaux publics et services locaux de communications électroniques
- Compétence relative aux réseaux publics et services locaux de communications électroniques telle que prévue à l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales et incluant notamment les activités suivantes :
 1. L'établissement d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L. 32 du Code des postes et communications électroniques,
 2. L'acquisition des droits d'usage à cette fin et l'achat des infrastructures ou réseaux existants,
 3. La mise à disposition de telles infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
 4. L'exploitation de ces infrastructures et réseaux de communications électroniques,
 5. La fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finals, après avoir constaté une insuffisance d'initiatives privées dans les conditions prévues par l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales » ;

a émis un avis favorable à la modification des statuts du Syndicat mixte Mégalis Bretagne, telle que définie ci-dessus.

Cette délibération a été notifiée aux conseils municipaux des communes membres qui auront 3 mois pour se prononcer sur cette modification statutaire à la majorité qualifiée.

Par conséquent, il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur ce transfert de compétence en lien avec le projet « Bretagne Très Haut Débit ».

(Arrivée de L. MOIRÉ et de R. LEMARCHAND)

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- donne un avis favorable sur ce transfert de compétence très haut débit vers la Communauté de Communes du Val d'Ille.

N°2014-37 DELEGUES SYNDICATS ET ORGANISMES EXTERIEURS

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- décide de la représentation de la commune auprès des syndicats et organismes extérieurs comme suit :

| Syndicats et organismes extérieurs | NOM Prénom |
|--|--|
| | |
| SIVOS- Collège Amand Brionne de St Aubin d'Aubigné | Titulaires : Régine LEDREUX Isabelle PARIS |

| | |
|---|--|
| | Nathalie MONTEBAULT Suppléant : Romain LEMARCHAND |
| Sécurité routière | Titulaire : Romain LEMARCHAND |
| Hygiène et Sécurité du travail auprès du CDG 35 | Titulaire : Michel BULET |
| Plan Communal de Sauvegarde | Titulaire : Lionel VAN AERTRYCK |

N°2014-38 CONVENTION DE PARTICIPATION DE LA COMMUNE DE ST-GERMAIN- SUR- ILLE A L'ALSH DE ST MEDARD SUR ILLE POUR L'ACCUEIL DES ENFANTS LES MERCREDIS ET LES PETITES VACANCES

Une convention pour l'accueil d'enfants de Saint-Germain-sur-Ille à l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement de Saint-Médard-sur-Ille a été signée le 11/04/2013 pour l'année scolaire, renouvelable par tacite reconduction. Par délibération du 12 mars 2014, le CCAS de St Germain sur Ile a validé les nouvelles conditions de participation aux charges de fonctionnement des ALSH de St Médard sur Ile, Chevaigné, et Andouillé Neuville, soit 6€ par jour et par enfant.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- décide d'autoriser M. le Maire à signer la convention pour l'accueil des enfants de la commune de Saint Germain sur Ile à l'ALSH de St Médard sur Ile pendant les mercredis et les petites vacances scolaires.

N°2014-39 PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE DE ST-MEDARD-SUR- ILLE AUX ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT AU COURS DE LA PERIODE D'ETE 2014

Le CCAS a précédemment décidé par délibération du 24 mars 2009 de participer financièrement à hauteur de 7.50 € par jour et par enfant aux ALSH du secteur.

A compter du vote du budget 2014, il a été décidé que les participations seront versées par le budget communal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 14 voix pour et 1 abstention,

- décide de maintenir le versement d'une participation à hauteur maximum de 7.50 € par jour et par enfant aux ALSH du secteur pour la période d'été 2014.

N°2014-40 TARIF DE LOCATION DES SALLES COMMUNALES POUR LES COMPAGNIES EXTERIEURES A LA COMMUNE EN RESIDENCE TEMPORAIRE

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- Valide le montant de 10 € par jour pour la location des salles communales par les compagnies extérieures à la commune en résidence temporaire et de 180 € maximum pour l'année.
- Valide la mise en place d'une caution d'un montant de 300 € à la signature du contrat de location.

N°2014-41 BUDGET COMMUNE - DECISION MODIFICATIVE N°1

Afin de transférer la part FCTVA de 33 782 € revenant à l'assainissement et perçue entièrement sur le budget de la commune en 2013, il y a lieu d'inscrire le montant de 33 782 € en dépenses D 10222 et en recettes R 10222 afin d'équilibrer le budget.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- approuve la décision modificative de crédits N°1 ci-dessus.

N°2014-42 AUTORISATION A ESTER EN JUSTICE

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- autorise Me Jean-Paul MARTIN, avocat à la cour, à ester en justice afin de prévenir toute difficulté procédurale.

N°2014-43 INDEMNITE DE CONSEIL VERSEE AU RECEVEUR MUNICIPAL

Vu l'article 97 de la loi N°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret N°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Le conseil municipal, par 13 voix pour et 2 contre,

- décide de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil
- accorde l'indemnité de conseil au taux de 50 %
- décide que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et sera attribuée à M. Jean-Paul SOUBIGOU, receveur municipal
- décide que la présente délibération est applicable pour l'année 2014 et qu'elle est attribuée à compter de la date de début du mandat.

N°2014-44 MODIFICATION DU TEMPS DE TRAVAIL DU POSTE SECRETARIAT ACCUEIL URBANISME

Le poste secrétariat-accueil-urbanisme est actuellement sur une base de 32/35^{ème}. Etant donné l'augmentation de la charge de travail de l'ensemble du service administratif et afin de procéder à un rééquilibrage des tâches administratives, il est proposé au conseil municipal d'augmenter le temps de travail de ce poste à 35/35^{ème}.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- décide d'augmenter le temps de travail du poste secrétariat-accueil-urbanisme de 32/35^{ème} à 35/35^{ème} à compter du 1^{er} juin 2014.

- POINTS D'INFORMATION

NOMINATION DE LA TROISIEME CONSEILLERE DELEGUEE A L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Madame Régine LEDREUX est nommée Conseillère déléguée à l'accompagnement social à compter du début du mandat.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Vu la délibération N°2014-30 du conseil municipal du 22 avril 2014 portant élection de quatre conseillers municipaux au sein du Conseil d'Administration du CCAS,

Considérant que le conseil d'administration doit inclure parmi les membres nommés par le maire, un représentant des associations familiales, un représentant des associations de retraités et de personnes âgées, un représentant des associations de personnes handicapées et un représentant d'associations qui oeuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion,

M. le Maire nomme membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale :

-M. HILLION Pierre (représentant des associations de retraités)

-Mme BUSSAT Agnès (représentante des associations de personnes handicapées)

-M. JEAN Etienne (représentant d'associations qui oeuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion)

-Mme HONORÉ Valérie (représentante des associations familiales)

AVIS DU CONSEIL POUR LA MISE EN PLACE DU NOUVEL AGENDA MENSUEL

Le conseil municipal s'accorde pour nommer le nouvel agenda « La Feuille »

Signatures :

| | | | |
|-----------------|-----------------------------|-----------------|--|
| L. VAN AERTRYCK | | J. BAILLEUL | |
| L. MOIRÉ | | J. BOURNONVILLE | |
| R. LEMARCHAND | | N. BRAULT | |
| I. PARIS | | C. HULAUD | |
| G. BOULASSIER | | C. LANGLAIS | |
| F. NOURRY | Absente ayant donné pouvoir | N. MONTEBAULT | |
| M. BULET | | S. QUERNEC | |
| R. LEDREUX | | | |